

Case
FRC
14413

CAHIER DU TIERS-ÉTAT

A l'Assemblée des Etats-Généraux de
l'année 1789;

O U

*Instructions importantes aux Députés
sur la réforme des abus dont on doit faire
la demande.*

Il est, dans tous les Etats, un corps que l'on ne peut
égarer sur ses vrais intérêts; c'est le peuple.

Mém. du Comte d'Entraigues.

Par M. BERGASSE.



EN JANVIER 1789.

THE NEWBERRY
LIBRARY

~~FRC 12643 a~~

Case
FRC
14413

THE FIRST PART

OF THE HISTORY OF THE

REIGN OF KING CHARLES

FIRST

OF

ENGLAND

BY

JOHN

WILKINS

OF THE

UNIVERSITY OF

OXFORD

PRINTED

BY

JOHN

WILKINS

OF THE

UNIVERSITY OF

OXFORD

PRINTED

BY

AVANT-PROPOS.

ON s'occupe généralement de tout ce qui est relatif à l'assemblée prochaine des États-Généraux. On a tâché d'approfondir les questions qui doivent y être traitées. Chacun de trois ordres a ses partisans qui raisonnent & écrivent ; suivant leurs affections ; tout s'imprime & tout se lit. La collection de ces écrits est déjà volumineuse , & cependant on n'a pas tout dit. Mes pensées se sont aussi arrêtées sur les grands objets de l'Administration ; & , profitant d'un moment de loisir que me laisse la défense d'un ami dont j'ai embrassé la Cause malheureusement trop fameuse , j'entre aussi dans la lice politique , & je vais tâcher de rassembler en peu de pages ce qu'il me paroît que le Tiers-

Etat doit demander dans l'auguste
Assemblée qui va se former pour tra-
vailler au bonheur de la Nation.

Le Tiers-Etat compte un grand
nombre d'Erudits qui ont parlé en sa
faveur. Quelques-uns même ont montré
un zele défordonné , & leurs produc-
tions sont moins estimables , par cela
même qu'ils ont voulu y mettre trop
d'énergie. On a reconnu sur-tout les
Ouvrages publiés par les jeunes gens
dont l'imagination ardente & fougueuse
prend pour autant de traits d'éloquence
les élans d'un enthousiasme irréfléchi.

La Cause du Tiers-Etat a intéressé
vivément la Nation , & même un grand
nombre de Membres de l'Ordre de la
Noblesse qui ne se sont point refusés
à l'évidence. L'Ordre de la Noblesse
peut se diviser en deux classes : celle
des grands Seigneurs , & celle des

simples Gentilshommes. Ces derniers sont en quelque sorte intéressés à embrasser le parti du Tiers-État , parce qu'ils sont opprimés dans la répartition des impôts que supporte l'Ordre dont ils sont Membres. Il en est de même dans l'Ordre du Clergé qu'on pourroit diviser en deux classes. La classe des Prélats & Bénéficiers simples , & la classe des Curés , Vicaires & Desservans. Ces derniers , comme les simples Gentilshommes , paient plus de décimes , toute proportion gardée , que les Evêques , les Abbés & Prieurs Commendataires ; ainsi ces deux classes inférieures des deux premiers Ordres , ont intérêt que les abus soient réformés ; mais le Tiers-Etat ne peut se charger de présenter leurs réclamations. Ils ont la ressource de leurs Députés qu'ils sauront sans doute bien choisir.

Les Grands de l'Ordre du Clergé & de l'Ordre de la Noblesse ont senti que le Tiers-Etat ayant un grand sujet de se plaindre du régime d'Administration, d'imposition & de perception, il falloit affoiblir leurs moyens, en leur ôtant la prépondérance, ou même l'égalité de voix dans l'Assemblée des Etats-Généraux; & sur cet article, on a beaucoup écrit de la part du Tiers-Etat, & beaucoup cabalé de la part des deux autres Ordres. Il n'est pas indifférent de remarquer ici que ces deux Ordres n'ont rien publié, soit qu'ils aient assez compté sur leur crédit, soit qu'ils n'aient pas trouvé d'Ecrivain éclairé qui ait voulu leur prostituer sa plume, & compromettre ses droits personnels à la considération publique; car, quoiqu'on fasse, il est difficile de garder constamment l'anonyme; on

se trahit toujours par quelqu'endroit.

Les deux premiers ordres ont donc préféré d'essayer à surprendre la confiance & la bienveillance des Princes en calomniant le Tiers-Etat dans leur esprit. Leur succès n'a été ni complet ni de longue durée. Monsieur & M. le Duc d'Orléans n'ont point accueilli les doléances de la Noblesse , & M. le Comte d'Artois , ainsi que les autres Princes ont manifesté leur indignation , de ce qu'elle les avoit rendus l'instrument de leur passion & l'organe de leurs calomnies auprès du Trône. Le Roi n'a pas eu le temps de douter de la fidélité du Tiers-Etat. Ce Monarque sensible a pensé que le Tiers-Etat étoit d'autant plus innocent , qu'on cherchoit à le montrer plus coupable , & la déclaration des princes a rendu cette vérité plus frappante aux yeux de Sa Majesté.

Le projet de la Ligue étant déconcerté , la tranquillité est rentrée dans le Tiers-Etat , & il n'a plus à s'occuper que d'établir avec ordre les points dont il doit demander la réformation. C'est à lui à dénoncer les abus innombrables qui nuisent à la prospérité de l'Empire. Il n'a aucuns ménagemens à garder : nulle considération ne peut enchaîner sa langue , & c'est le seul Ordre dont l'intérêt personnel se trouve parfaitement concordant avec l'intérêt de l'Etat.

J'ai essayé de tracer dans cet Ecrit les principaux abus à réformer , & j'ai ajouté quelques Observations sur des objets qui ne sont pas moins essentiels , tels que l'éducation publique & les mœurs. Les mœurs !..... Combien elles sont corrompues !..... Les Etats-Généraux ne peuvent se dispenser de
prendre

prendre cette partie du cahier du Tiers-Etat en considération. Il s'en faut que ce que j'ai dit sur cet article soit satisfaisant, je n'ai fait qu'indiquer, ou plutôt représenter le mal, les Etats-Généraux aviseront au remède.

Je me suis permis aussi d'écrire un projet d'impôt à-peu-près unique; j'ai montré la source où j'ai puisé. L'Ouvrage que j'ai cité est entre les mains de tous ceux qui prennent part aux circonstances majeures qui fixent sur la France les regards de l'Europe entière. Quelque confiance cependant que j'aie dans l'utilité de ce projet, je ne dois pas taire qu'il en a été présenté un aussi séduisant, & qu'on trouve dans un ouvrage intitulé : *Souvenirs d'un homme du monde*, imprimé depuis peu de jours. C'est aux personnes plus versées que moi dans ces matières, à juger lequel

des deux projets mérite la préférence. Au reste , de tous les plans qu'on a tracés , aucun n'est souverainement bon , & le meilleur sera celui qui offrira le moins d'inconvéniens.

Qu'on ne s'attende point à trouver dans l'Ecrit que je publie aujourd'hui ces expressions nuancées , ces mouvemens oratoires que j'ai tâché de répandre dans mes précédens Ecrits. Je n'ai pas le temps de relire mes phrases , je vais m'attacher plus aux choses qu'aux mots ; l'intérêt du sujet donnera toujours assez de prix à cette production , & fera sur-tout rendre justice aux intentions dans lesquelles je l'ai composée.



CAHIER DU TIERS-ÉTAT.

INTRODUCTION.

LE premier vœu que le Tiers-Etat doive former , est le retour périodique des Etats-Généraux à certaines époques fixes & déterminées , comme de cinq ans en cinq ans. Le Tiers-Etat doit supplier le Roi d'autoriser une loi qui assure à jamais cette convocation quinquennale. C'est le moyen assuré d'entretenir l'Etat dans une prospérité constante , de ne faire que des opérations sages , & d'obvier à temps aux inconvéniens qu'on n'a pas apperçus d'abord , & de détruire , avant qu'ils aient pris consistance , les abus qui ne manqueront pas de se

glisser & de se reproduire , sous toutes les formes , dans toutes les parties de l'administration.

La forme de la convocation une fois arrêtée , aucuns obstacles ne peuvent retarder l'Assemblée. Les Elections se font sans peine , les frais ne sont point onéreux à l'Etat ; chaque Province paie ses Députés , & cette dépense une fois fixée n'est point considérée comme arbitraire.

Le lieu de la convocation peut varier , suivant les intentions du Roi , qui aura toujours la bonté de la déterminer à peu près au centre de son royaume , pour la facilité de toutes les Provinces.

Le temps que durera chaque Assemblée ne peut avoir de détermination précise. C'est en raison de la multiplicité des objets ou de leur importance ; mais dans cela il ne peut y avoir d'inconvéniens ; on ne peut supposer que les Députés veuillent prolonger les séances par un esprit de cupidité qui

leur feroit considérer la paie de leurs Provinces comme un gain & un revenu. D'ailleurs il est aisé de parer à cet inconvénient, si on a lieu de le craindre, c'est de ne donner à chaque député que la somme qu'on fait qu'il doit dépenser par chaque jour, conformément à sa dignité: mais cette précaution, nous le répétons, est assez inutile à prendre.

Le second vœu du Tiers-état doit être de supplier le Roi d'établir & former toutes les Provinces du royaume en Pays d'Etat. Il en résultera le plus grand avantage. Les Députés aux états pourroient être députés aux Etats-Généraux, par ce moyen on simplifieroit les opérations. Les Etats des Provinces recevroient les Mémoires des Citoyens sur quelques points de l'Administration; ils en peseroient l'importance, prendroient les éclaircissmens & les renseignemens nécessaires, feroient des observations aux Auteurs des Mémoires, examineroient de nouveau leurs ré-

ponſes , & à l'époque des Etats-Généraux ils apporteroient à cette auguſte Aſſemblée des tableaux exacts , des Mémoires appuyés de pieces authentiques & de témoignages non ſuſpects. Le vœu des Provinces ſeroit ainſi exprimé ſans altération , & l'examen général néceſſaire pour combiner avec ſageſſe , la demande de telle Province avec la demande de telle autre Province , ſeroit moins pénible , puſque les pétitions reſpectives ſeroient préſentées ſans ambiguïté.

Le plus grand avantage qui réſulteroit pour les provinces de leur formation en Etats particuliers , ſeroit la meilleure répartition des impôts & la plus grande économie dans leur perception. Le tréſor royal ſeroit approviſionné à jour certain , & rien ne pourroit déranger cette circulation d'eſpeces des Provinces au tréſor de l'état , & du tréſor de l'Etat aux Provinces. Il n'y auroit plus d'intermédiaires entre la

caisse du Receveur des Etats & celle du trésor , par conséquent plus d'engorgement dans ces canaux tant multipliés & si évidemment inutiles. Tout se feroit sans gênes , sans frottemens , & la machine de l'état , si compliquée maintenant , deviendrait simple & facile à conduire.

Qu'il me soit permis d'ajouter ici quelques idées sur le choix des impôts nécessaires à l'état. Je n'ai pas la témérité de penser que mes réflexions soient les meilleures qu'on puisse produire sur une matiere aussi délicate ; mais je crois fermement qu'elles sont bonnes , & conséquemment préférables au régime actuel.

Je commence par désirer que tous les biens , sans distinction de propriétaires , soient assujettis à l'impôt , & je ne demande que ce qui est jugé déjà devoir être décidé. Le Clergé abandonne ses anciennes prétentions ; la Noblesse doit convenir qu'elle ne peut se refuser à

renoncer à ses privilèges , dont l'origine n'a plus de base plausible depuis qu'on l'a étudiée ; les Parlemens , autre classe de Nobles , ont manifesté leurs intentions sur l'abolition de leurs prérogatives , le Tiers-Etat n'avoit aucuns sacrifices à faire , puisqu'il les faisoit tous à la fois ; ainsi plus de distinctions pour les biens.... ils sont tous roturiers , & comme sortant des mains du créateur , quand il débrouilla le Chaos.

L'impôt territorial devient donc le premier à établir. Des calculs exacts , déjà publiés dans quelques ouvrages qu'il faut bien se garder de confondre avec les brochures dont nous sommes inondés (1) , prouvent invinciblement

(1) Voyez le livre intitulé : *De l'impôt territorial ; ou la dixme royale avec tous ses avantages*, publié par M. Linguet. Je ne suis point enthousiaste de cet Auteur , qui , pour le dire en passant , s'il a eu des torts , a été bien cruellement puni. L'Ouvrage que je cite mérite d'être lu avec
que

que cet impôt fixé au cinquieme du produit des biens , donne une
somme annuelle de . . . 572,000,000

Les droits de contrôle ,
insinuation , centieme de-
nier , &c. connus sous le
nom d'Administration des
Domaines , donnent ,
suivant le Mémoire de
M. Necker , un revenu an-
nuel de 51,000,000

Le produit des Postes
est de 1,200,000

Le produit des Messageries ne doit être compté , à
cause des réductions que
la Compagnie peut être
autorisée à demander , sui-
vant les événemens , perte
de chevaux , prix excessif
des fourrages , &c. . . . 1,000,000

625,200,000

attention ; il est rare de dire autant de bonnes
choses en aussi peu de lignes.

De l'autre part. 625,2000,000

Le produit des Lote-
ries qu'il faut bien con-
server , puisque les autres
Souverains ne s'accordent
pas à supprimer cet éta-
blissement désastreux est
de la somme de. 7,200,000

Droits d'entrées aux
frontieres sur certaines
productions étrangères . . 6,600,000

Capitation sur les Ro-
turiens , seulement à 6 ,
3 & 1 livres , suivant les
classes qu'on formeroit
dans le Tiers-Etat , le-
quel impôt seroit une sa-
tisfaction accordée parti-
culièrement à la Noblesse
pour qu'elle pût au moins
se flatter d'avoir une mar-
que de distinction , ci . . 11,000,000

Total des revenus de
l'Etat. 650,000,000

Ce revenu fixe & invariable suffit & au-delà pour les besoins de l'état , c'est un point reconnu. Mais il y a des dettes arriérées , & c'est du soin de leur liquidation qu'il faut s'occuper. Ces dettes sont des sommes empruntées des différentes Compagnies de Finances & des arrérages de rentes & pensions dues aux créanciers de l'état.

Nous ne pouvons calculer la somme ou la dette exigible de l'état ; mais fût-elle d'un milliard , il nous semble qu'il est facile de l'acquitter. Les Etats-Généraux peuvent créer , sous la garantie solidaire de l'état , pour deux milliards de papier-monnoie , sous la dénomination de *Billets de banque nationale* ; employer un milliard de ce papier à l'acquittement de la dette exigible , & le second milliard au remboursement des rentes constituées sur l'Hôtel-de-Ville de Paris. L'état sera au courant , & sera en outre déchargé de cinquante millions de rentes. Avec cette somme de cinquante

millions on rachetera , chaque année , une pareille valeur de billets de la banque nationale , & dans vingt ans l'état aura amorti la moitié & au-delà de sa dette constituée en perpétuel. L'extinction successive des rentes viagères donnera encore une augmentation de produit à la caisse des amortissemens , & accélérera la libération , par la lacération d'un plus grand nombre de billets de la banque nationale ; c'est ainsi que , sans convulsion , sans crise , les Etats-Généraux auront régénéré les affaires du Royaume.

Le fléau de la guerre vient-il à se manifester ? On sent que la contribution des sujets doit augmenter. Un cinquième au-dessus des 650 millions suffira. Ainsi l'impôt territorial donnera 686,400,000 livres , & on imposera 4 sols pour livre sur les autres droits , pendant la durée de la guerre , & jusqu'à l'acquittement total des dépenses extraordinaires qu'elle aura occasionnées.

Cette fixation de l'impôt territorial

au cinquieme peut alarmer au premier coup-d'œil les Propriétaires fonciers ; mais qu'ils considerent que c'est aussi l'impôt unique qu'ils payeront. Plus de Taille, de Gabelles, Corvées, Taillon, Subfides, d'Aides, de Capitation, d'Octrois sur les bestiaux, plus de droits sur les cuirs, sur les papiers, cartons, huiles, savons, fers, poudre, amidons, plus de Tarifs pour le marc d'or, plus de centieme denier sur les Offices, plus de Droits d'entrées sur les marchandises, plus de Douanes, plus de Commis exacteurs, & plus d'inquiétudes, plus de gênes ni d'entraves sur le Commerce (1).

Tel est le plan que j'ai cru devoir présenter, comme un préliminaire à mes réflexions sur les objets que le Tiers-Etat doit offrir à l'examen des Etats-

(1) Je renvoie avec confiance à l'ouvrage que j'ai déjà cité. Je ne fais si je m'abuse, mais cette production de M. Linguet me paroît renfermer ce qu'on peut dire de mieux & de plus avantageux sur cette matiere.

Généraux. Les Gens de finance le trouveront trop simple , & moi je pense que c'est sa simplicité qui fait son mérite essentiel. Mais le Tiers-Etat a encore peut-être plus d'intérêt à dénoncer les abus du régime actuel qu'à présenter des projets nouveaux ; occupons-nous de cette dénonciation,



ORDRE DU CLERGÉ.

P R E M I E R A B U S.

Cumulation des Bénéfices sur une même tête.

L n'est point indifférent pour le tiers-état qu'il existe des abus dans les deux ordres qui le précédent. L'état est un corps qui ne sauroit prospérer sans l'harmonie qui doit régner entre tous les membres de la société. C'est un devoir pour le tiers-état de dénoncer à la nation assemblée les abus qui blessent cette société qui constitue l'état. Le clergé étant considéré comme le premier ordre , il faut commencer par s'en occuper.

Les bénéfices sont le patrimoine du clergé. Chaque particulier qui se consacre au service des autels , acquiert la capacité d'en être revêtu ; quelque nombreux que soient dans le royaume les abbayes , prieurés , chapelles , chappellenies , canonicats , prébendes , il s'en faut que chaque ecclésiastique , même avec un mérite reconnu , puisse espérer cette espèce de récompense. Cette privation est un grand mal. Elle détruit l'émula-

tion ; elle entretient les brigues , les démarches , les sollicitations qui détournent les ecclésiastiques du but de leur institution. L'accumulation de plusieurs bénéfices sur une seule tête est l'abus le plus répréhensible. Il est contraire aux canons de l'église universelle , & la dispense qu'en accorde le saint-siège n'est qu'une formalité qui empêche le dévolut , mais le for intérieur ne cesse pas d'en faire un crime.

Cette loi seroit infiniment précieuse qui ordonneroit que le même ecclésiastique ne pourroit posséder qu'un revenu de 3000 livres sur un bénéfice. Le roi accorderoit le surplus de ce revenu , quand il surpasseroit cette somme , à un autre ecclésiastique , à titre de pension. Lorsque la présentation à ces bénéfices , appartiendrait aux sujets du roi , soit ecclésiastiques , soit laïques , le présentateur distribuerait le revenu de chaque bénéfice en telle proportion qu'il aviseroit , pourvu que la portion la plus considérable n'excédât pas 3000 livres. Cette somme est plus que suffisante pour les besoins d'un homme qui a renoncé au luxe & à tous ses accessoires. Combien de particuliers , peres d'une famille nombreuse , vivent honnêtement , donnent à leurs enfans une éducation soignée , & n'ont pas à beaucoup près un revenu aussi considérable !

Si le bénéficié conſomme le revenu de ſon bénéfice dans le lieu où il eſt ſitué , il remplit le vœu du fondateur , & il ne peut encourir aucun reproche ; mais ſ'il établit ſon domicile dans la capitale , comme c'eſt malheureusement trop l'uſage , ou ailleurs , il doit être retenu ſur le produit du bénéfice un dixième à verſer dans une caſſe particulière , gardée par le receveur des états de la province , dans l'étendue de laquelle le bénéfice eſt ſitué ; cette caſſe doit être nommée , *caſſe de charité*. Le curé de la paroſſe du bénéfice ſ'adreſſera au receveur des états , pour en obtenir des ſecours pour les pauvres malades , les vieillards impotens , ou pour ceux qu'une incendie aura réduits à la mendicité. Voilà la vraie deſtination des fruits des bénéfices , après que le bénéficié a prélevé le *vicſum & veſtitum*.

Lorsque le bénéficié réſide dans le lieu du bénéfice ; il doit être lui-même le diſpenſateur de ſes aumônes. On peut eſpérer qu'il ne verra pas avec inſenſibilité l'humanité ſouffrante.

SECOND ABUS.

Non réſidence des Prélats.

Depuis long-temps on ſe plaint que les prélats ne réſident pas dans leur diocèſe. Les lois

du royaume , comme celles du législateur , en font un devoir. De nouvelles lois à ce sujet n'auront pas plus de pouvoir. Il est un moyen infaillible : c'est de séquestrer les revenus des archevêchés , des évêchés & des abbayes y réunies , pendant le temps de l'absence des prélats , lorsque des motifs légitimes n'auront pas nécessité cette absence. Il faut rendre les états particuliers juges de la légitimité de ces motifs. *La caisse de charité* recevra encore ces aumônes casuelles , & elles seront , de l'avis des états , réparties aux pauvres du diocèse , ou employées à des établissemens utiles pour les infortunés. Il est scandaleux de voir tous les évêques de France réunis à Paris , y avoir un domicile permanent , & confier l'administration de leurs diocèses à des personnes à qui souvent ils ne confieroient pas l'administration de leurs revenus. Il est intéressant pour les mœurs , que les prélats résident dans leurs diocèses ; leur présence influe nécessairement sur le bon ordre & la bonne conduite de leurs coopérateurs dans le ministère apostolique.

On ne peut plus considérer comme un abus la forme usitée dans les diocèses pour la répartition des décimes qui se fait dans la chambre diocésaine , vulgairement appelée , *chambre noire* , par allusion aux malversations & aux injustices qui s'y com-

mettent ; cet abus n'existera plus , puisque le clergé supportant les impôts comme les autres citoyens , n'imposera plus ces décimes qui composoient ou étoient censées composer le *don gratuit*. Mais c'est ici le lieu de dire que les curés , dont le revenu sera au-dessous de 1500 livres , ne supporteront point d'impôt territorial. Il faut qu'un curé , pour être respecté de ses paroissiens , puisse vivre sans leur être à charge ; il ne peut se refuser à faire l'aumône , & il en a des occasions bien fréquentes : imposer la part des pauvres seroit un grand mal.

TROISIEME ABUS.

Taxes payées en cour de Rome.

Une maxime sage en politique , est d'éviter soigneusement la sortie du numéraire , ou une valeur quelconque , du royaume , sans recevoir en échange une valeur au moins égale ; par ce début on voit qu'il est question des taxes exigées en cour de Rome , pour l'expédition des bulles , brefs , dispenses , signatures , &c. Les sommes exigées par cette cour n'entrent point dans les coffres de S. S. ; elles ne sont point le prix des grâces qu'elle accorde , mais le salaire des officiers de la daterie qui les expédient. C'est la réponse qu'on doit faire aux personnes inconsidérées qui cherchent à persuader que

le souverain pontife fait des choses saintes un trafic honteux.

Sans s'écarter du respect dû au chef visible de l'église , il faut désirer l'abolition des taxes & même la solliciter vivement ; c'est comme souverain pontife que le pape accorde les graces qui lui sont demandées ; il faut qu'il imite les autres souverains qui en accordent aussi , mais sans frais. Un arrêt du conseil , des lettres de rémission , ne coûtent rien en France ; la formalité de l'enregistrement occasionne seule des frais. Le roi paie des ministres , des secrétaires d'état , des commis pour le service des bureaux de cette partie de l'administration. Pourquoi le pape ne gageroit-il pas ses officiers ? Les *Impétrans* n'auroient à déboursier que les frais de vérification , lettres d'attache , enregistrement , arrêt d'*exequatur* , ou simplement les frais de fulmination , suivant le genre des brevets émanés du saint-siège. C'est un point important à traiter dans l'assemblée des états généraux ; mais ce n'est qu'avec les égards dûs au chef de l'église qu'il faut agir , & les Français ne doivent pas oublier qu'ils sont sujets fideles du fils aîné de l'église. Quoique les taxes exigées par la cour de Rome ne soient point un tribut ni un signe de féodalité , c'est un usage ancien ; il ne faut pas réclamer avec emportement contre ses effets , quelque nuisibles qu'ils soient aux intérêts de la patrie. L'esprit de paix &

de douceur anime le pontife qui est assis aujourd'hui dans la chaire de Saint Pierre. Il en a donné plusieurs preuves dans le cours de son pontificat. On peut espérer que la demande des états-généraux transmise par la médiation du roi, sera favorablement accueillie. Ainsi, tout projet de ne s'adresser directement qu'au primat des Gaules pour en obtenir ce que le pape est en possession d'accorder, seroit prématuré, avant d'avoir sondé les intentions du saint-siège. L'idée de revêtir le primat du pouvoir d'accorder les bulles & dispenses, est séduisante sans doute, mais il faut avouer qu'elle ne satisfait pas complètement un esprit sain & exact. Le primat des Gaules est le chef de l'église de France, mais l'église de France est une parcelle de l'église universelle dont Rome est le centre d'unité; on doit craindre par-dessus tout de relâcher les liens qui nous attachent à cette église universelle: elle offre un symbole consolant de la charité & de l'union, vertus éminentes, qui, si elles étoient mieux senties, feroient de tous les peuples qui couvrent le globe, un peuple de frères.



ORDRE DE LA NOBLESSE.

PREMIER ABUS.

L'ennoblissement.

IL est un genre de services qu'un citoyen est assez heureux pour rendre à la patrie , qui ne peut être dignement payé que par la récompense à laquelle l'opinion publique a attaché le plus grand prix. En France c'est la noblesse. Il faut favoriser cette opinion ; mais on n'y parviendra jamais avec plus de certitude qu'en n'abusant pas de ce puissant moyen pour porter les hommes aux grandes choses. Il en devrait être de l'ennoblissement d'un citoyen , comme de la canonisation d'un homme vertueux. Il faudrait peser les droits de ce citoyen à cet état de distinction , comme on examine les faits qui font présumer la béatitude de l'homme vertueux. Pourquoi , avant d'accorder la noblesse , ne publieroit-on pas dans tous les journaux , que le Roi est dans l'intention d'annoblir telle personne pour telles & telles causes , dans le cas néanmoins où le sujet proposé seroit digne par ses mœurs , par ses sentimens , d'être élevé à cet honneur ? Pourquoi n'inviteroit-on pas le public à dénoncer les causes

qui pourroient empêcher cette exaltation , en remettant au bureau du secrétaire d'état , ayant le département des graces , les mémoires & piéces justificatives des faits dénoncés. La calomnie ne feroit jamais entendre sa voix en semblable circonstance , si on l'enchainoit par une peine sévère & irrémissible. Le citoyen exempt de tout reproche , feroit ennobli ; il feroit plus , il feroit respecté , universellement , & son admission dans cet ordre distingué feroit enregistrée dans l'assemblée des états-généraux , dont les procès-verbaux contiendroient les causes en même temps que la preuve de son ennoblissement. C'est en adoptant un plan aussi sage que le souverain peut espérer de ramener les bonnes mœurs ; mais il faut éteindre avec soin tout autre moyen d'ennoblissement , par les charges , dignités , &c. Ce n'est pas l'office qui doit conférer la noblesse , c'est l'intégrité , ce sont les lumières du magistrat , qui doivent lui donner des titres à obtenir un jour cette faveur.

S E C O N D A B U S .

Les pensions.

C'est un abus bien répréhensible que d'accorder des pensions exorbitantes sur le trésor royal à certains nobles privilégiés qui ont à peine vu l'ennemi , pendant que de braves officiers , couverts de ci-

catrices, obtiennent de légères pensions de 150 liv. ou 200 livres. La dilapidation a été bien déplorable dans cette partie des finances, & il est indispensable d'adopter un plan moins vicieux. Le souverain doit être supplié de fermer l'oreille aux sollicitations de ses courtisans. C'est le pain du pauvre qu'on donne à ces mendiants continuels qui assiègent le trône. La caisse des pensions fixées à vingt millions produira des ressources immenses, si elle est sagement administrée. Un militaire peut servir jusqu'à cinquante ans, & obtenir à cet âge 1000 livres de pensions. Avec ce traitement, il peut vivre aisément dans sa province; le luxe n'est point nécessaire à un militaire; la croix de Saint-Louis le distinguera toujours des autres citoyens. En n'accordant de pensions qu'à cinquante ans, l'état aura les moyens de multiplier ses grâces par les extinctions successives; on ne verra plus de vieux militaires réduits à la misère, n'ayant qu'une pension de 3 à 400 livres qui ne suffit plus pour vivre, vu la cherté des denrées de première nécessité; on n'aura plus le spectacle de jeunes gens protégés, qui étalent un luxe insolent, parce qu'ils ont eu la faveur d'un ministre qui leur a fait assigner une pension considérable.

Les officiers généraux doivent être mieux récompensés sans doute que les autres officiers; on doit leur faire un traitement qui les mette en état de

de figurer sur la scène du monde. La dignité imposante est nécessaire à la multitude pour la contenir dans les bornes du respect qu'elle doit à l'ordre qui la défend & la protège ; mais le Roi a dans sa main la disposition des gouvernemens , des commandemens , &c. auxquels sont attachés des émolumens considérables ; & c'est par une dispensation réfléchie de ces places que le Roi peut récompenser les services importans.

TROISIEME ABUS.

Privileges des Commensaux.

On doit compter au nombre des abus majeurs qui nuisent à la liberté du commerce des biens-fonds , & par une conséquence naturelle à l'agriculture , les privileges des Commensaux , relativement à l'affranchissement des francs-Fiefs. C'est multiplier les nobles que de multiplier les privileges qui ne sont dû qu'à la noblesse. C'est diminuer la valeur des biens-fonds que d'étendre le privilege d'en posséder exclusivement d'une certaine nature à un plus grand nombre de personnes. Les officiers de la maison du Roi & de la Famille Royale sont très-multipliés , & chacun d'eux jouit de l'exemption du droit de franc-Fief. Cette exemption est préjudiciable à la dignité des vrais nobles , qui n'ont pas de

privilege distinctif de ces officiers - valets qui viennent dans les provinces afficher des airs de hauteur , d'autant plus insolens qu'ils sont plus bas & plus rampans à la Cour. La noblesse doit être plus considérée , & il ne faut pas associer à ses privileges , à ses distinctions des personnes qui n'en sont pas dignes par leur extraction , & qui quelqueéminente que soit la condition de leurs maîtres , n'en sont pas moins des valets. Les seuls officiers de la maison du Roi , de la Reine & de M. le Dauphin pourroient être exemptés des francs Fiefs ; mais les officiers des princes ne méritent par aucune raison , & sous aucun pretexte cette exemption. On ne doit jamais perdre de vue que l'extension des privileges est un grand désordre dans un état.

CLASSE DE LA MAGISTRATURE.

Le devoir le plus essentiel d'un souverain est le devoir de rendre & administrer la justice à son peuple. Il lui est impossible sans doute de s'acquitter par lui même de cette fonction importante ; mais il doit ne rien omettre pour faire un heureux choix de ses préposés. Il y a bien des réformes à faire dans cette partie de l'administration , & les essais qu'on a tentés n'étoient pas dépourvus de mérite. Le mode étoit

vicieux , mais les résultats étoient avantageux. On reprendra avec succès , mais avec l'assentiment des magistrats qui connoissent bien les abus qui se sont glissés dans le temple qu'ils desservent , une réformation qui assurera la félicité du peuple. La justice se distribue avec trop de lenteur ; les frais sont énormes ; il faut refaire un code moins compliqué , qui prête moins de ressources à l'avidité des suppôts de la justice , & qui ne laisse pas un aussi vaste champ à l'arbitraire des juges. On ne voit que contradictions dans les arrêts , aucun point de jurisprudence n'est consacré ; on s'excuse sur la diversité des circonstances , comme si un point de droit pouvoit varier. Le plus grand magistrat , l'illustre d'Aguesseau connoissoit bien la nécessité d'une réformation , il l'a préparée dans ses écrits immortels ; mais il n'a point laissé , après lui , d'architecte assez habile ou assez jaloux de sa gloire pour employer ces matériaux à un édifice aussi désirable. C'est aux états - généraux à prendre à cet égard une ferme résolution. La France possède de profonds juriconsultes : à quel plus noble emploi pourroit-elle destiner leurs talens ? On le doit répéter constamment ; il nous faut un code civil ; il nous faut sur tout un code criminel ; ce n'est point injurier la mémoire de Louis XIV. que de dire que les codes qu'il a

laissés sont défectueux ; son siècle fut celui des Grands Hommes , mais il fut aussi le siècle des grandes erreurs.

Le tiers-état persistera donc avec confiance , à demander aux états-généraux la réformation dans l'administration de la justice. Il est plus intéressé que les autres ordres , à solliciter cette réformation , puisqu'il est le plus nombreux , puisqu'il compose à lui seul les trois quarts du royaume.

ADMINISTRATION DES FINANCES.

PREMIER ABUS.

Impunité des Ministres prévaricateurs.

Dans quelque royaume que ce soit , il n'est aucune partie de l'administration qui soit aussi exposée aux abus , que la partie des finances. Il semble que le trésor public soit pour les personnes qui y ont accès par leurs charges & leurs emplois , un objet d'envie ; tous cherchent à s'approprier une portion de ce riche dépôt. Ce sont , hélas ! les fruits du laborieux agriculteur & du commerçant industriel , & on veut les dérober à leur destination : c'est le miel de la diligente abeille , & des frélons veulent s'en repaître !

La France a , depuis près d'un siècle , offert le tableau affligeant d'une série de dépredations ,

& le *déficit* qui a excité le mouvement & la fermentation actuels, a une origine déjà bien ancienne. Il s'est sur-tout accru depuis peu d'années; le désordre a engendré une espece d'insouciance, & l'insouciance un plus grand désordre, & cette extrémité du mal nous a conduits aux états-généraux, comme à la source du remede. C'est dans cette assemblée qu'on va principalement s'occuper de guérir les plaies profondes de l'état, & prendre des précautions pour qu'elles ne se r'ouvrent jamais. Plus la calamité publique a été vivement sentie, plus on doit compter qu'on apportera d'attention à cette grande & importante affaire. Jusqu'à présent une foule innombrable d'abus a pénétré dans l'administration des finances; ils sont connus pour la plupart; mais le tiers-état se fera un devoir de remettre les principaux sous les yeux de la nation assemblée.

Le premier abus est l'arbitraire dans la quotité des sommes accordées à chaque département pour les dépenses qu'il entraîne, & qu'on multiplie sous différens noms, secours ordinaires, secours extraordinaires, &c. en sorte que l'on n'a de certitude que sur le montant de la somme sortie du trésor-royal, & jamais de preuves non-suspectes d'un emploi sage & utile à la nation. Il faut une loi constitutionnelle qui porte que le procès sera fait & parfait aux ministres qui auront diverti les deniers

publics ; sans cela les déprédations continueront d'avoir lieu. Les banqueroutes , la fuite dans l'étranger , n'ont plus rien d'odieux depuis que des contrôleurs généraux , des receveurs généraux en ont montré l'exemple. Ils sont accueillis chez nos voisins , parce qu'ils y portent un numéraire considérable ; & ce n'est pas assurément outrer la vérité , que d'assurer que les deux financiers de la haute classe qui ont choisi l'Angleterre pour leur patrie , y ont porté plus de cinquante millions. L'espoir de l'impunité peut faire d'autres coupables ; il faut une loi sévère , & le tiers-état doit insister pour l'obtenir de la justice du roi.

SECOND ABUS.

Inutilité des receveurs généraux des finances.

M. Necker avoit senti l'inutilité des receveurs généraux , & il les avoit supprimés. M. de Calonne les a recréés. En vérité , il est inconcevable que l'on se joue ainsi d'une nation entière. Il est plus incompréhensible encore qu'on parvienne à faire prononcer au roi le pour & le contre dans un si court espace de temps. Il faut en convenir : un roi qui aime la vérité est bien malheureux de se voir trompé dans ses intentions paternelles. Il est des choses qui , vues d'un certain côté , présentent des avantages , & vues d'un autre manière , n'offrent que des in-

convéniens ; alors on peut être excusable d'avoir erré. Mais l'établissement des receveurs généraux des finances est absurde ; c'est multiplier les degrés de comptabilité , les frais de perception ; c'est surcharger les peuples de propos délibéré. Le tiers-état doit demander avec instance la suppression de ces charges : il faut les rembourser avec les billets de banque nationale dont on a parlé dans l'introduction à cet écrit. Ce sont des vampires qu'il faut se hâter de détruire.

Si l'on veut se donner la peine d'y réfléchir , le versement de la totalité de l'impôt peut se faire sans difficulté de la caisse du receveur des états provinciaux , dans le trésor royal. Aucun agent intermédiaire n'est nécessaire. Le receveur des états reçoit des collecteurs ou des fermiers de l'impôt territorial ; ainsi l'on voit qu'il n'y a point d'engorgement , point de complication.

Une observation importante vient encore à l'appui de ces réflexions. Dans l'état actuel des choses , il existe une infinité de caisses royales dans les provinces , telles que les caisses des aides , fermes générales & gabelles , &c. Pour l'envoi des fonds de Paris dans les provinces , on tire des rescriptions sur ces caisses. Suivant le plan proposé il n'y aura plus dans chaque province qu'une seule caisse royale , qui sera la caisse des états provinciaux. C'est sur cette caisse que le trésor royal tirera des

rescriptions pour faire parvenir dans les provinces les fonds qu'il aura à y acquitter , & de cette maniere la caisse des états se libérera de sa contribution envers le trésor royal , & très-rarement il y aura lieu à des transports en especes. On fait d'ailleurs que dès à présent on ne transporte point l'argent des provinces à Paris , en especes , mais que le versement dans les caisses des receveurs généraux , se fait en lettres-de-change ; ce qui n'a aucuns inconvéniens.

T R O I S I E M E A B U S .

Inutilité des Payeurs des Rentes.

Dans le systême de formation des provinces en Pays d'Etats , les payeurs des rentes deviennent absolument inutiles ; & ce sera un soulagement considérable pour l'état , parce que leurs gages sont excessifs. Leurs remboursements doit s'opérer de la même maniere que celui des receveurs généraux des finances. Pour justifier cette suppression , il faut se rappeler que les rentes ont été originellement payées par les receveurs des tailles de chaque province ; ce n'est qu'en 1773 qu'on a jugé devoir les faire payer à l'hôtel-de-ville de Paris. Sans doute on a eu raison de faire ce changement alors , parce qu'il y avoit bien des erreurs

erreurs commises dans ces sortes de payemens ; par l'ignorance ou la complaisance des receveurs des tailles , qui payoient sans exiger les preuves suffisantes du droit des parties prenantes. Mais dans le nouveau projet , les états particuliers veilleront à la validité de ces payemens ; & rien n'empêche que les rentes ne soient payées dans le chef-lieu de chaque province. Les propriétaires des rentes seront plus à portée de recevoir par eux-mêmes , de fournir plus promptement les pièces nécessaires pour être admis au payement ; il y aura moins de frais , & ce fera encore un soulagement pour les rentiers. Le tiers-état ne doit négliger aucun des points qu'il présuamera pouvoir donner occasion au Roi de signaler sa bienfaisance , & le rétablissement du payement des rentes dans chaque province , en fera un témoignage , en même-temps qu'il tournera au profit des finances du Roi.

QUATRIÈME ABUS,

Commun à toutes les parties de l'administration.

C'est un étrange abus que celui d'accorder à tous les employés dans l'administration des appointemens énormes en raison du travail qu'ils font dans les bureaux. A peine s'occupent-ils quatre à cinq heures par jour , & ils

reçoivent depuis quatre jusqu'à quinze mille livres par an. Aussi la plupart d'entr'eux ne viennent-ils à leurs bureaux qu'en cabriolets ; leur luxe égale celui des grands seigneurs. Il faut convenir que c'est faire un bien fol emploi de l'argent que de le prodiguer ainsi. En calculant , par apperçu , on peut économiser sur cet article des dépenses de l'état , plus de six cents mille livres , en réduisant à trois mille livres les plus forts appointemens. Avec le produit de cette économie , dans Paris seulement , on accorderoit des pensions de quatre à cinq cents livres à tous les commis de fermes , Aydes , &c. qui se trouveroient supprimés dans la ville de Paris , par l'adoption de l'impôt territorial.

En faisant la même épargne dans les provinces , dans les bureaux des intendances , & autres , on trouveroit une ressource bien plus considérable pour la même destination ; car enfin on ne peut sans injustice refuser une pension à des gens qui ont adopté une profession , qui ont suivi une carrière dans laquelle ils avoient un juste sujet de croire qu'ils gagneroient leur vie ; & c'est ici le lieu de dire , que si les économies dont on vient de parler ne suffisoient pas , il y auroit un moyen secondaire qui seroit de toute équité , & qui ne peseroit que pour un temps sur le peuple ; ce seroit de faire le dénombre-

ment de tous les employés réformés dans chaque province , & de donner à chacun d'eux une pension du tiers de leurs appointemens actuels. La somme totale nécessaire pour le payement de ces pensions seroit imposée par les états de la province ; la contribution seroit imperceptible pour chacun , & l'extinction progressive par le décès ou le remplacement des employés dans quelqu'autre partie de l'administration publique , diminueroit progressivement cette même contribution , qui cesseroient avec la vie du dernier survivant des employés. Le peuple gagneroit encore beaucoup de payer médiocrement l'inaction des commis qui leur coûtent si cher à tous égards , maintenant qu'ils sont en activité.

Observation essentielle sur l'approvisionnement des villes & marchés.

L'égoïsme étouffe dans les hommes l'amour de leurs semblables , & conséquemment l'amour de la patrie. Les riches cherchent à doubler leurs richesses aux dépens du pauvre ; tous les moyens leur paroissent innocens , & c'est , à leur sens , attenter aux droits sacrés de la propriété que de les forcer de vendre leurs denrées, les fruits de leurs terres , quand ils ne jugent pas à propos de s'en défaire. Le raisonnement des égoïstes n'est que spécieux. Membre de la société ,

ils ont des devoirs à remplir envers elle. Ils lui doivent assistance & secours , comme ils en reçoivent protection & sûreté. L'échange est un acte indispensable dans la société. Vous me donnez du bled , parce que je vous donne du vin ou de l'argent , qui a une valeur reconnue entre nous. Une cumulation de raisons donneroit à l'argument de l'Egoïste une consistance dont il est dépourvu. Il faut venir au fait.

Il existe des compagnies de spéculateurs qui accaparent les grains , denrée de première nécessité. Les marchés ne sont approvisionnés que dans la quantité qu'ils jugent à propos de déterminer ; ils ont , à ce moyen , un thermomètre sûr pour le prix de cette denrée. Il est important de détruire pour jamais cette ligue formée contre la société entière. Il semble qu'il seroit facile d'y parvenir en prenant les précautions suivantes.

Les états de chaque province feroient le dénombrement exact des habitans qui les composent , par distinction de villes , bourgs & villages. Ils formeroient un tableau aussi exact du produit des principales métairies de chaque district ou de chaque élection , ou même de chaque bailliage ; ce tableau de produit seroit bien facile à obtenir par l'entremise du curé de chaque paroisse qui perçoit la dixme sur chaque métairie , & tiendrait à cet

effet un état particulier de ce que chacune lui auroit donné de gerbes.

Avec ces deux tableaux , les états composeroient un rôle sur lequel feroient inscrits par colonnes , le nom du métayer ou du laboureur , le nom de la métairie qu'il cultive , le nombre de septiers de bled qu'il devroit fournir chaque semaine , le nom de la ville , bourg ou village où il devroit les exposer en vente.

Ce rôle feroit arrêté chaque année au premier novembre , & des copies collationnées adressées aux juges ou officiers municipaux , ou notables habitans des villes , bourgs & villages , afin qu'ils veillassent à son exécution. En cas d'inexécution de l'ordre , le métayer feroit condamné à une amende de la valeur de sa fourniture hebdomadaire , & à livrer le double de septiers au marché prochain.

Ce moyen de déconcerter les indignes manœuvres des compagnies de monopoleurs feroit préférable à l'établissement de greniers publics , où les grains sont souvent mal conservés , au lieu que les habitans des campagnes savent les gouverner & les préserver des insectes qui les rongent.

Au surplus , que ce projet soit adopté ou non , il n'en est pas moins vrai de dire que l'approvisionnement des marchés publics en toutes especes de grains doit exciter toute l'attention de l'adminis-

tration. Le tiers-état appuyera sur cette nécessité dans l'assemblée des états-généraux ; il demandera en outre qu'il y soit statué sur la grande question de la liberté du commerce des grains , par l'importation de province à province , ou l'exportation hors du royaume. On a écrit des volumes sur cette matiere , qui n'est pas encore bien éclaircie , quoiqu'elle soit de la plus grande importance. Il est réservé aux états-généraux de poser les fondemens d'une loi ferme & précise , dont l'infraction soit punie comme un crime de leze-société.

Sur l'éducation publique.

On a des volumes par centaines sur l'éducation , tout le monde se mêle d'écrire sur cette matiere ; le plus petit maître d'école se croit un Rollin , & donne ses mots pour des idées. De grands littérateurs se sont aussi essayés sur cet objet si important à la société ; & de tous ces cailloux frottés il n'est pas sorti une seule étincelle.

Cependant il est instant de réformer l'éducation des colleges , vicieuse dans une infinité de points. L'université reste dans un silence déshonorant pour elle , tandis qu'elle pourroit proposer de plans utiles , & dénoncer des abus qu'elle est à portée de connoître mieux que qui que ce soit ; il est indispensable aussi d'établir un autre régime pour l'éducation premiere des enfans , & de substituer à ces

maîtres & maîtresses d'écoles répandus & cantonnés dans les différens quartiers de Paris , des personnes instruites , de mœurs austères , & qui ne rougissent pas de faire entrer la religion dans les leçons qu'ils doivent donner. La maniere dont les places de maîtres des petites écoles sont remplies à chaque vacance de ces postes , est infiniment abusive. Un sujet quelconque se présente , avec des certificats mendiés , au grand chantre de l'église de Paris ; il subit un examen , prouve qu'il fait le latin , & le voilà agréé pour enseigner la jeunesse ; souvent ce sujet est un exilé de province , qui , dépourvu de toute espece de talens , n'a de ressources que dans la reminiscence de son rudiment qu'il apprendra de nouveau en l'enseignant aux enfans : souvent c'est un homme à systêmes philosophiques , qui , imbu des maximes de l'auteur d'Emile , compte pour rien de la religion , & n'en parle point à ses élèves : souvent enfin c'est un homme adonné à l'ivrognerie , à la débauche , colere , fougueux , qui ne fait point commander à ses passions , & donne ainsi journellement le plus dangereux exemple. Voilà le portrait trop fidele des maîtres des petites écoles de la capitale & de plusieurs villes de province.

Pourquoi ne pas établir dans chaque quartier de Paris une école dirigée par deux freres de la Doctrine Chrétienne , dont les talens & les bonnes

mœurs sont connus universellement ? On verroit bientôt les heureux effets de cet établissement , & les colleges ne seroient ensuite peuplés que de jeunes gens préparés par des bons principes , à l'exercice de leurs devoirs. La génération naissante donneroit de meilleurs citoyens.

Le tiers-état est particulièrement intéressé à solliciter vivement ce point essentiel , & les états-généraux doivent s'en occuper , puisque le bonheur de la nation en dépend.

Sur les Mœurs.

C'est une abomination de voir , à la chute du jour , les femmes de mauvaise vie border les rues & tenter de séduire les passans. Un homme honnête , quoique né dans la capitale , a peine à retenir son indignation à ce spectacle journalier qui devient dangereux , sur-tout pour les jeunes gens & les étrangers sans expérience. C'est en effet une occasion toujours prochaine de tomber dans le précipice. Il est surprenant que les lois prononcées à cet égard restent sans vigueur. Elles sont complices des désordres de ces malheureuses & des victimes de leurs sollicitations. Ce n'est point la chose impossible que de les forcer de se soustraire aux regards du public , & de les cantonner dans un seul quartier , comme à Rome & dans quelques autres pays méridionaux. Ce qu'une simple ordonnance

ordonnance de police , à l'exécution de laquelle on veilleroit , pourroit faire , il faut , puisque la police dort , puisque le parlement néglige ce point si capital des mœurs publiques , il faut , dis-je , que les états généraux y suppléent par une loi qu'ils enjoindront au parlement de faire exécuter.

Il faut déterminer un quartier pour le domicile de ces femmes , l'opprobre de leur sexe. Il faut que leurs maisons portent une marque indicative du métier qu'elles exercent , afin que les hommes tentés d'y pénétrer , soient retenus par la crainte d'être déshonorés par cette démarche avilissante.

Pour peupler ce quartier désigné , & purger le reste de la capitale , des femmes publiques , il faut faire une recherche exacte de leur domicile actuel , & imposer la loi aux principaux locataires des maisons qu'elles habitent , de les chasser , sous la peine de voir attacher à leur porte un tableau qui sera un témoignage de la protection qu'ils accordent au vice. Quoiqu'on en dise , l'opinion conserve encore quelque pouvoir parmi les hommes , & le moyen qu'on indique aura plus d'efficacité que tous les efforts des écrivains moralistes. Un marchand qui loue l'entre-sol de sa maison à une fille prostituée , par l'appât d'un loyer énorme , sera forcé de renoncer à cet objet de sa cupidité , s'il voit désertir ses pratiques , & s'il voit s'éloigner de son magasin les personnes les plus disposées à s'y approvisionner. Il faut fermer

l'entrée à ce marchand aux assemblées de sa communauté, & lui interdire l'espoir de passer par les charges, tant que le tableau sera appliqué à la porte de sa boutique, &c. &c. Enfin, rien n'est plus facile que de venir à bout d'empêcher le crime de se montrer à chaque pas; & l'avantage qui résultera de la loi que les états-généraux proposeront au Roi sur cet article, sera précieux, & excitera la reconnoissance de tous les bons Citoyens.

Telles sont les réflexions & les observations que le tiers-état doit mettre sous les yeux de la nation dans l'assemblée des états-généraux. Il ne cessera point de faire entendre sa voix, & de réclamer contre les abus qu'il a désignés, & de sollicitier pour qu'il y soit remédié promptement.

Le tiers-état se reconnoît sujet de Louis XVI, & le troisième ordre de son royaume. Il n'entend point adopter les écrits publiés sous son nom, depuis que la liberté de la presse a été tacitement autorisée. Il est soumis aux lois qui font son bonheur; mais il demande, & il demandera avec importunité l'abrogation de celles qui détruisent l'égalité entre tous les citoyens d'un même royaume, en ce qui concerne la contribution aux charges communes.

Les membres du tiers-état ne fouilleront point dans les bibliothèques pour s'instruire sur la légitimité du pouvoir du Roi, & sur les conditions

sous lesquelles ce pouvoir lui a été conféré. Ils reconnoissent ce pouvoir existant , & respectent le personnage qui en est revêtu. Il faut un chef à toute société ; sans chef, point de subordination, point d'harmonie ; l'anarchie est le tyran le plus redoutable ; elle arme le fils contre le pere , l'épouse contre le mari..... Il faut un Roi , & le Roi qui regne sur la France est le souverain légitime ; si les livres disent le contraire , ces livres sont des imposteurs , leurs auteurs étoient des fanatiques , leurs nouveaux éditeurs sont les plus cruels ennemis de la nation. Ils lui enlèvent sa tranquillité. Si l'on vouloit détruire les fondemens du trône , posés depuis tant de siècles , rien ne seroit désormais respectable ; il faudroit aussi remonter à toutes les ressources de propriétés , ressusciter les assemblées au champ de Mars.... Il faudroit tout détruire pour recréer tout sur un nouveau plan.... Et ce sont des Français qui osent parler ainsi ! Ce sont des Français qui cherchent à allumer dans le sein de leur patrie le flambeau de la guerre civile !..... Un mot peut arrêter ces furieux ! A quoi bon , peut-on leur dire sans craindre la réplique , à quoi bon aller débrouiller le cahos de l'histoire ? Il n'y a pas deux siècles d'écoulés depuis le regne du grand Henri. Ce monarque conquit la France. Les Français l'ont reconnu pour leur souverain. Voilà une ratification solennelle & d'une date peu reculée.... Que les fou.

gueux ennemis du repos public répondent à cet argument.

Mais ce qu'il falloit chercher dans les archives publiques, dans les recueils des lois, c'est l'origine de l'affranchissement du clergé & des nobles, de la contribution aux charges de l'état. La nation est maintenant instruite de cette origine, & l'usurpation est constatée. La longue possession ne peut faire un titre légitime à ces deux ordres contre le tiers-état, qui est la force & l'ame de la nation. Le clergé & la noblesse n'ont aucuns moyens valables à opposer à la réclamation que forme aujourd'hui le tiers-état. En vain se ligueraient-ils pour ne pas céder; leurs efforts seront vains. En vain auront-ils recours aux menaces, le tiers-état n'en fera pas épouvanté. La justice de sa cause est évidente. Le Roi, MONSIEUR, qui a bien voulu prendre le titre de premier gentilhomme du royaume, M. le duc d'Orléans en sont convaincus. Que reste-t-il à désirer au tiers-état? Les armées ne sont-elles pas de son ordre? Et ne produira-t-il pas, s'il le faut, des *Chevert*?

Le tiers état cependant n'abusera jamais de l'avantage de sa position: & dire qu'il ne prendra conseil que du roi & des princes de son auguste sang, c'est suffisamment attester la pureté de ses intentions.

F I N.



26